



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 15 JUIN 1985

N° 306

PRIX ANTILLES 2 F 50
FRANCE 3 F

Editorial

CONTRE LA CRISE, CONTRE LES LICENCIEMENTS, A NOUS TRAVAILLEURS DE DECIDER QUOI FAIRE ET COMMENT !

Dans toutes les entreprises, les patrons sont bien décidés à réduire leur personnel, et à jeter au chômage de nombreux travailleurs. Et ils ont tous à tour de rôle, ces patrons, une bonne raison, un prétexte quelconque, pour licencier. Dans les «Rhums Clément», en Martinique, la société Cointreau — (qui est gérante de la distillerie) — a décidé de licencier 7 ouvriers en invoquant l'importance des stocks et la baisse des commandes de rhum en vrac.

Récemment, le préfet de Guadeloupe annonçait que la société Antilles-Automobiles (Renault), qui ne fonctionne plus, pour cause de malversations de ses patrons, allait réouvrir sous une autre forme, et que les employés seraient réembauchés, avec bien évidemment une diminution du personnel !

A Air-Guadeloupe, c'est la même chanson ! Pour que la société devienne rentable, il faudrait diminuer le personnel. On parle même de 18 licenciements.

Et puis un peu partout, dans des petites ou très petites entreprises, les patrons se débarrassent de ce qu'ils considèrent comme «un surplus» de personnel en invoquant les difficultés dues à la crise.

Mais la crise n'a pas le même effet pour tout le monde. Pour les possédants, il s'agit de ne pas investir de l'argent qui ne rapporte pas assez. Pour les travailleurs, il s'agit de conserver ou de perdre un emploi qui les nourrit à peine et au mieux leur donne une vie à peine décente.

C'est bien la marque d'une société fondée sur l'inégalité et les injustices de toutes sortes. Dans les périodes de bonnes affaires, on embauche des travailleurs pour faire fructifier le capital de façon très large, et enrichir ainsi les possédants. En période de crise, on se débarrasse de ces mêmes travailleurs, dans une tout aussi large mesure. Et cela permet aussi que la masse des chômeurs soit utilisée par les patrons pour exercer une pression menant à la baisse des salaires des travailleurs en activité.

Partout dans le monde, le chômage est en augmentation, et les salaires sont en baisse. La part de la classe ouvrière et des pauvres en général, dans la répartition des biens produits, diminue de jour en jour. C'est une politique concertée de la bourgeoisie dans tous les pays. L'économie n'est pas organi-

(Suite page 2)

MARTINIQUE

LES OCCUPANTS DE DILLON IMPOSENT LEUR DROIT AU LOGEMENT

(Texte diffusé dans la population).



L'occupation des logements à Dillon, il y a maintenant une quinzaine de jours, montre bien l'acuité du problème du logement pour les familles pauvres de la Martinique.

Si des dizaines de familles (environ quatre-vingt pour l'instant) se sont décidées à essayer de résoudre leur problème de cette façon, ce n'est pas faute d'avoir essayé autrement !

Combien de dossiers dorment dans les sociétés d'HLM, ou dans les organismes officiels comme les mairies ou les différents Conseils (Général et Régional) ! Combien de fois renvoie-t-on les travailleurs, les pauvres, les démunis avec des promesses, plein de promesses, mais pas avec des réponses concrètes !

Car c'est vrai qu'il y a un problème du logement ici. Il semblerait qu'il y ait 13.000 demandes de logements non satisfaites. Mais ce chiffre est probablement plus faible que la réalité. Car nombreux sont ceux qui ne font même plus de demandes, ne voyant pas comment celles-ci pourraient être satisfaites, vu l'état actuel des demandes.

Pourtant des logements libres il y en a. Il n'y a qu'à voir les colonnes des journaux qui chaque matin offrent des dizaines d'appartements ou des villas à louer. Mais pour cela, il faut de l'argent. Beaucoup d'argent (parfois jusqu'à 8.000 francs de loyer mensuel). Et cela les met hors de portée des bourses ouvrières.

Mais ce n'est pas seulement cela ! Combien des logements vides ? Combien de villas utilisées seulement temporairement ? Combien de nantis, de petits et moyens possédants placent leurs sous dans l'immobilier et possèdent de quoi loger plusieurs familles ?

Alors, oui, ceux qui ont occupé à Dillon ont fait la seule chose qu'il était possible de faire : las d'attendre, las d'aller de bureau en bureau, de remplir des dossiers toujours rejetés, ils ont occupé les logements qu'ils voyaient pratiquement achevés sous leurs yeux.

Alors, les politiciens, comme Darsières peuvent toujours dire que c'est priver d'autres démunis des logements qui leur revenaient. Oui, ces politiciens des grands partis, à l'aise dans leurs villas peuvent bien condamner les pauvres : ils ne connaissent pas leurs difficultés, ils ne savent pas ce que c'est que vivre dans la promiscuité, à près d'une dizaine dans une ou deux pièces, sans eau, sans lumière, dans des abris de fortune qui font eau de toutes parts, en présence des rats alors que les cochons errent à proximité.

Alors oui, les uns peuvent condamner tandis que d'autres politiciens élaborent sans cesse des «plans» d'où il manque l'essentiel, c'est-à-dire l'argent.

Dans cette société de classe, où tout est fait en fonction de l'argent, il en faut pour construire des logements. Et celui qui en a, l'Etat, se dérobe à ses obligations.

Car avec le gouvernement de gauche, on avait promis de redresser la situation désastreuse laissée par la droite. Césaire et le PPM s'étaient même vantés d'obtenir de l'argent pour construire des logements supplémentaires ! Eh bien la même farce a continué : on n'a pas construit suffisamment pour améliorer de manière réelle les conditions de vie des couches les plus pauvres de la population.

Alors, les occupants en ont eu assez. Las d'être perpétuellement en attente d'un geste de bonne volonté

des élus ou prétendus «responsables», ils ont cessé d'être des spectateurs pour agir, et faire passer dans les faits leur droit au logement !

Et cela, c'est un exemple qu'il donnent à tous. D'abord aux mal-logés. Car si c'étaient des centaines, et des milliers de mal-logés ou de sans-logis qui allaient exiger leurs droits en occupant les quartiers riches de Fort-de-France ou les villas vides de Sainte-Anne ou de Trois-Îlets, on verrait les possédants trembler un bon coup. Et on verrait les autorités prendre des dispositions pour faire en sorte de donner satisfaction aux occupants. Et on verrait aussi un Darsières moins arrogant, moins provocateur.

Car ce qui fait l'assurance de ces messieurs, c'est trop souvent la passivité des pauvres et des démunis. Nous sommes forts quand nous sommes debout, quand nous luttons.

(Suite page 2)

CONTRE LES OCCUPANTS LA MUNICIPALITE DE FORT DE FRANCE BRANDIT LE BATON

Depuis que les logements de Dillon ont été occupés par des familles pauvres, le bourgeois Darsières ne rate pas une occasion de s'en prendre aux squatters : «Ils ont volé des logements de cas sociaux. . . la municipalité ne le tolère pas et fera tout ce qu'il faut pour chasser les squatters. . .».

Et cet appel à la répression est même suivi d'un appel en direction des autorités dans lequel par la bouche de Darsières, la municipalité de Fort-de-France revendique d'être maîtresse d'œuvre d'une future opération d'expulsion !

Il est vrai que les LTS de Dillon, qui ne sont en réalité que des maisons inachevées étaient destinés à des pauvres en général (pas tous car des accusations de magouille ont pesé fortement sur les décisions de relogement) :

Mais la municipalité ne peut pas dire que les occupants actuels ne sont pas des pauvres et des très pauvres. Quelle solution a-t-elle pour eux ? Aucune ! sinon de menacer de prêter main-forte à la police en cas d'expulsion.

Ce faisant, Darsières montre son visage, celui de bourgeois satisfait et arrogant, prêt à réprimer les pauvres qui en ont assez d'attendre et d'être bercés de promesses !

AIR-GUADELOUPE

C'est à l'Etat de supporter le deficit d'un service public

La direction et le conseil d'administration d'Air Guadeloupe continuent de faire pression sur le personnel pour qu'il accepte de faire le maximum de sacrifices sur son niveau de vie.

C'est ainsi qu'il a été annoncé que le 14ème mois serait définitivement supprimé, et le 13ème bloqué pendant au moins deux ans. Ceci constitue en réalité une baisse d'un sixième du salaire des travailleurs de la compagnie, d'autant plus difficile à supporter pour les petits salaires, que depuis 1981, malgré la hausse des prix aucune augmentation n'a été accordée.

Pour mieux faire passer ces mesures, le directeur au cours d'une assemblée générale du personnel a d'abord annoncé deux décisions pouvant laisser croire au personnel que la direction faisait elle aussi des concessions : c'est ainsi que la prime de 1984, qui devait être payée depuis décembre, et sans cesse repoussée, le sera effectivement en juin. Par ailleurs, le directeur a affirmé qu'il n'y aurait pas de salaire inférieur à 5.000 F à Air-Guadeloupe.

Quand on analyse ces mesures de plus près, on constate que le personnel n'y gagne pas grand-chose au bout du compte. Certes, le paiement de la prime de 84 permettra à beaucoup de souffler, mais c'est pour mieux supprimer toute prise par la suite. En ce qui concerne les bas salaires, le directeur annonça que cette mesure ne concernait que 5 personnes, les autres touchant tous plus de 5.000 F. or, il y a bien plus de gens que cela qui ont un salaire de moins de 5.000 F. En fait, le directeur a basé ses calculs... sur le salaire brut, c'est-à-dire avant déduction de la sécurité sociale, et y compris les diverses petites primes et heures supplémentaires ! Dans ces conditions, il est facile de ne trouver que cinq personnes à augmenter, et cette mesure ne coûtera pas grand-chose.

Les travailleurs ne sont tout de même pas dupes, et ce n'est pas de gaieté de cœur qu'ils voient la perspective de la baisse de leur niveau de vie, tandis que dans le même temps certains des principaux actionnaires ne font pas un geste. La position du syndicat est de demander des comptes sur la gestion

passée, condition indispensable selon lui pour que les travailleurs acceptent de consentir des efforts.

A l'heure où nous écrivons, il serait question d'une réunion du personnel à l'initiative du président du conseil d'administration, Mathurin, et d'Henri Bangou, membre de ce conseil. Sans doute ces messieurs vont-ils expliquer aux travailleurs la nécessité de se serrer la ceinture...

Nous ne pouvons dire comment les travailleurs vont réagir en définitive. Mais ce qui est certain, c'est qu'il faut non seulement exiger des comptes sur la gestion passée, mais aussi et surtout exiger de l'Etat et d'Air France qu'ils mettent la main à la poche. Air-Guadeloupe est avant tout un service public : une fois les comptes assainis, si déficit il y a, on ne peut le faire supporter ni aux travailleurs, ni aux passagers des îles de l'archipel guadeloupéen, qui n'ont pas d'autre moyen de transport valable. C'est donc à l'Etat d'assumer son rôle, non aux travailleurs de payer.

ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal **Combat Ouvrier** pour une période de mois.

Nom :

Prénom :

Adresse :

ci-joint la somme de F
règlement par chèque adressé à :
Gérard Beaujour : B.P. 214 Pointe-à-Pitre Cédex.

GUADELOUPE

G. FAISANS A COMMENCE UNE GREVE DE LA FAIM

Depuis plus d'une semaine Georges Faisans a entamé une grève de la faim dans la prison de Basse-Terre.

Il entend par ce geste s'opposer à la nouvelle décision rendue par la justice lors de son procès en appel.

Georges Faisans, militant du MPGL, a été condamné à trois ans de prison ferme pour avoir agressé d'un coup de sabre un enseignant blanc qui avait donné un coup de pied à un élève.

En entamant sa grève de la faim, ce militant décide de mener seul un nouveau combat, à sa façon, contre les atteintes à la dignité créées par la situation coloniale en Guadeloupe.

Il affirme vouloir faire une «grève de la faim - suicide». Il aurait décidé cela pour obtenir le soutien des anti-colonialistes. Soutien qu'il a estimé insuffisamment exprimé lors de ses deux procès.

LES OCCUPANTS DE DILLON IMPOSENT LEUR DROIT

Suite de la page 1

Les occupants de Dillon auraient attendu la bonne volonté de l'administration et des élus qu'ils attendraient encore. Maintenant, ils forcent tout le monde à se pencher sur leur cas. Et ça, c'est déjà l'amorce d'une solution.

Le 4 Juin 1985.

SA HLM C'est à la direction qu'il faut demander des comptes sur les difficultés de la société

Le bruit court avec de plus en plus d'insistance que la société anonyme HLM connaîtrait de grosses difficultés. Des experts venus de France sont déjà intervenus à plusieurs reprises pour faire l'analyse des raisons de ces difficultés et faire un certain nombre de recommandations pour, paraît-il, redresser la situation.

Face à cela de nombreux salariés sont inquiets et se posent des questions. Pour en savoir plus certains ont cru bon s'adresser au secrétaire du comité d'entreprise, membre responsable du syndicat UGTG. Il faut rappeler que jusqu'aux dernières élections, ce syndicat détenait la majorité des élus au Comité d'entreprise, ce qui explique que le secrétaire est l'un des élus de la liste présentée par l'UGTG.

Mais alors qu'inquiets et préoccupés des difficultés qui, semble-t-il, touchent l'entreprise, les salariés écrivent au secrétaire du Comité d'entreprise ou l'interrogent pour en savoir plus, ce dernier ne répond à aucun courrier, ne rend aucun compte. Il garde un mutisme qui commence à pousser beaucoup de travailleurs de la S.A. H.L.M. à se

poser des questions. Pourquoi le secrétaire comité d'entreprise ne communique-t-il le contenu des rapports de l'expert venu de France ? Quel intérêt a-t-il à cacher ce qu'il sait de ce qui est dit des difficultés réelles ou inventées de la Société ? Voilà les questions qui se posent sur toutes les lèvres.

Les travailleurs ont raison de demander des comptes au secrétaire du Comité d'entreprise, puisque ce dernier a été élu par la majorité d'entre eux et est censé les représenter. Mais il appartient avant tout à la direction de la S.A. HLM de faire savoir aux travailleurs la situation réelle de la société. C'est avant tout à elle que ceux-ci doivent demander des comptes. Et cela peut se faire tout à fait dehors du Comité d'entreprise. Il suffit que les salariés, tous ensemble, qu'ils soient de l'entretien ou du siège, employés ou ouvriers aillent trouver la direction et exigent d'elle qu'elle communique et les difficultés et les causes qui en sont à l'origine. S'ils sont nombreux et déterminés les agents de la S.A. HLM pourraient demander qu'on leur ouvre les comptes de l'entreprise.

GOSIER

UNE DIRECTRICE ET DEUX ENSEIGNANTES RACISTES PRIEES DE QUITTER LEUR ECOLE

La directrice de l'école Eugène Alexis de Gosier et deux maîtresses, blanches comme elles, ont dû accepter de quitter leur poste à l'école maternelle.

Il faut dire que beaucoup de gens estimaient que ce trio de petits fonctionnaires racistes et méprisants aussi bien vis-à-vis des autres enseignantes, noires, que vis-à-vis des femmes de service avait dépassé les bornes !

Et cette situation durait depuis plusieurs années.

Après l'incident de mardi dernier à la suite duquel deux maîtresses noires s'étaient trouvées mal dans la cour de l'école, certains parents et des sympathisants du Comité Populaire de Gosier se présentèrent à l'entrée de l'école, le jeudi matin. Ils bloquèrent l'entrée, et décidèrent de poursuivre leur action jusqu'à ce qu'une réunion se tienne, pour régler cette affaire.

Une réunion eut lieu le samedi 9, en présence du personnel de l'école, des maîtresses et de deux représentants des parents d'élèves de la directrice et de l'inspecteur.

L'inspecteur voulut alors déplacer tranquillement les deux maîtresses auxquelles beaucoup de reproches étaient faits par des représentants des parents. Mais tous ceux qui assistaient à cette réunion ou qui étaient réunis à l'extérieur ne voulurent pas en rester là. C'est ainsi que l'inspecteur après avoir dit une première fois qu'il fermerait l'école, préféra demander aux trois enseignantes d'accepter de partir dès le lundi 10... stage.

Mais pour régler un problème qui traînait depuis longtemps, il a fallu que les parents, une partie de la population du Gosier se mobilisent. Comme il s'agissait d'enseignantes blanches l'administration avait laissé aller les choses.

SUITE DE L'EDITORIAL

nous travailleurs, que peuvent les pauvres contre les effets de la crise ?

On voit bien que la bourgeoisie ne laisse pas aller ses affaires au hasard. Elle a des gens qui s'en occupent, des politiciens, des techniciens, des hommes d'affaires, des commis de toutes sortes. Elle en a même qui dans nos rangs, parmi nous, travailleurs, se font passer pour nos amis et nos défenseurs. Et ce sont justement ceux-là qui nous prêchent l'attente et la passivité, qui nous démoralisent en nous laissant croire que rien n'est possible contre la bourgeoisie, contre les possédants, qu'il faut accepter notre sort.

Mais justement non, nous n'avons pas à accepter notre sort. Les patrons sont forts. Ils ont la justice, la police, l'Etat de leur côté.

Mais quelle que soit leur force, il dépendent tous de la production, et la production, c'est nous, travailleurs, qui la mettons en œuvre.

Et c'est de là que peut venir notre force. Nous sommes des milliers, des dizaines de milliers, ici, et des centaines de milliers et des millions ailleurs. Et ce qui nous manque, c'est de prendre conscience de la force que nous représentons. Ce qui nous manque, c'est de pouvoir opposer notre propre plan d'action à celui des capitalistes et des bourgeois. Ils veulent nous faire payer la crise ? Mais nous devons leur faire payer la crise ! Quand des gens

comme Fabre, De Surveilliers, Audébert, Wachter et Cie font l'arrogance, nous avons les moyens de rabaisser leur caquet. Fabre est patron de Fabre SA, il est exportateur de bananes, patron de Paradis. Glaces et de la Margarinerie martiniquaise. Et on peut prendre tous ces patrons les uns après les autres, ils ont tous de gros intérêts dans de multiples entreprises. C'est là que réside le point vulnérable. Nous pouvons les attaquer dans plusieurs entreprises à la fois. Mais comme en plus tous ces patrons constituent une véritable caste, sont liés familialement les uns aux autres, les Aubéry aux Hayot, les Hayot aux Simonnet, etc, c'est en les attaquant tous, en nous opposant de front à eux tous, que nous serons en mesure de les faire reculer, de nous opposer à leur plan.

Alors, bien sûr, la plupart des organisations syndicales, les partis et les hommes de gauche, ne considèrent pas du tout la chose sous cet angle là.

C'est à nous de savoir si nous acceptons d'être des victimes consentantes, prêtes à payer la crise en suivant la politique de ces organisations, ou si nous voulons refuser une telle perspective. Dans ce cas là, ce sera à nous-mêmes travailleurs, de décider de ce qu'il y a à faire, et comment le faire.

QUAND LA GAUCHE SEVIT A AIR GUADELOUPE CONTRE LES TRAVAILLEURS

de l'Echo de l'Aéroport)

**GUADELOUPE : NOUVEAU
DENT, VIEILLE CHANSON.**

ouvelle majorité au Conseil Général
nouveau président pour la compa-
cela avait tardé, mais c'est fait :
rin a remplacé Weinum. Il a
tré le comité d'entreprise : près
heure de retard, et a annoncé
avait prendre un avion une heure

comprend qu'il était pressé,
qu'il n'avait rien d'intéressant
s dire : toujours rien sur les
que le Conseil Général a promis
combler le déficit. On avait parlé
millions de centimes, puis de
aujourd'hui il est question de
peut-être ces messieurs attendent-
rriver à zéro pour voter à l'u-

namité ?

**PAS DE SUBVENTION, MAIS DES
«SACRIFICES» A REVENDRE. . .**

En attendant, c'est toujours la
même chanson. On est bien plus
précis quand c'est pour nous demander
des sacrifices. Le nouveau président
a demandé de supprimer toutes les
primes, et aussi de diminuer le mini-
mum garanti d'heures de vol pour les
pilotes.

Il semblerait que les syndicats
soient d'accord sur tout cela. Si cela se
confirmait, nous devons exiger des
comptes, car nous ne pouvons pas ac-
cepter de réduire au plus bas notre
niveau de vie, et ne rien voir venir.

Il faut nous préparer à nous défen-
dre, avec ou sans l'aide des syndicats,
si nous ne voulons pas que le «redres-
sement» de la compagnie se fasse sur
notre dos.

GADELOUPE

PETITE GUERRE D'USURE CONTRE DE REYNAL

**PATRONS VEULENT APPLI-
R A LEUR FAÇON LES AC-
OS QUI PRÉVOIENT LA
MBAUCHE DES EMPLOYÉS DE
KDIS-RAIZET.**

ait du bulletin «employés de
erce»)

**S-VILLE : DE REYNAL VEUT
LER SES COMPTES AVEC LES
VISTES DE RAIZET.**

Reynal ex-patron de Kdis Raizet
actuellement à Kdis Ville continue
occuper personnellement du pla-
nt des collègues de Raizet non
réembauchés.

Mais ce monsieur a l'air de s'y
dre d'une drôle de manière. Ses
sont faits à la tête du client et
nous avons bien l'impression que
collègues qui étaient les plus com-
s pendant la grève, sont les

derniers à trouver un poste.

La mesquinerie et la méchanceté de
De Reynal ne nous étonnent pas. Mais
de toutes les façons nous continuons à
l'avoir à l'œil pour que tous nos collè-
gues soient réembauchés.

Notre vigilance a déjà détourné
certains de ses plans.

Ainsi lorsque de Reynal a voulu
expédier plusieurs collègues à Basse-
Terre, alors qu'il y avait des postes
dans la région de Pointe-à-Pitre, elles
lui ont demandé une entrevue pour
discuter dans ce cas des conditions de
transport et d'hébergement.

De Reynal a préféré ne pas donner
suite à cette demande.

Mais ce petit jeu commence à être
long. En particulier pour ceux d'entre
nous qui sommes sans salaires depuis
le 4 février.

On pourrait bien décider de le lui
faire savoir un de ces jours.

GADELOUPE

STE-ROSE : CRAPULERIE CONTRE LES PAUVRES

le Préfet SABORIN fait détruire 11 ha de jardins vivriers à Belcito

Mardi 11 mai, au petit matin, une
vingtaine de cars de CRS plus deux
jeeps, arrivaient au quartier de Belcito
à Ste Rose.

Aussitôt, ils se déployèrent autour
des champs occupés par les habitants de
ce quartier, et dès 5 h 30, des tracteurs
avaient pénétré dans les jardins, et com-
mençaient à les labourer. Et pendant
toute la matinée, 11 hectares de jardins
appartenant à 150 personnes de la com-
mune, pour la plupart des petits agri-
culteurs ou des ouvriers agricoles au
chômage, furent retournés par les
tracteurs et détruits entièrement. Le
mécontentement était grand, mais de-
vant l'importance des forces de CRS
rassemblées là, les petits paysans ne
purent qu'exprimer verbalement leur
colère, leur mécontentement. Beaucoup
de gens de la commune étaient là aussi,
et trouvaient scandaleux qu'on détruise
ainsi des jardins qui avaient exigé
tant d'efforts et de travail.

Le préfet Saborin vint sur place et
fit aux petits paysans les habituelles
promesses des administrateurs, disant
qu'on s'occuperait du cas des paysans
qui avaient vraiment besoin de terre,
mais qu'on ne pouvait tolérer l'occu-
pation des terres destinées à la réforme
foncière. Il se réclama même du soutien
de l'UTA, qui approuvait disant-il l'atti-
tude de l'administration de faire
respecter les terres de la SAFER !
Chose curieuse, la télévision montra
le préfet s'adressant à un petit paysan,
qui après avoir été sommé par un CRS
d'écouter ce que le préfet avait à dire,
se montra très attentif. Mais la télévi-
sion ne montra pas la réponse que fit
le petit paysan au préfet.

Dans toute la population pauvre
de Ste Rose, c'est la désapprobation et
la colère devant les agissements du
préfet Saborin, qui n'a pas cherché
à négocier avec les occupants, même
un délai pour que les gens aient le

temps de faire la récolte de ce qu'ils
avaient planté. Ceux-ci ont tout perdu.
Ils n'ont même pas eu le temps de
récupérer des plants !

Sur Pointe-à-Pitre aussi, au mo-
ment où cette information passait
à la télévision, les travailleurs, les
pauvres, se sentirent solidaires, les
petits agriculteurs de Ste Rose. On
entendit même des réflexions et des
propos haineux à l'encontre du préfet
Saborin. Quand à l'UTA, celle-ci se
désolidarise des agriculteurs, sous
prétexte que les terres qu'ils occu-
paient depuis deux ans, appartenaient
à la SAFER, et qu'elles étaient plantées
en canne, avant que les occupants n'en
fassent des jardins vivriers.

C'est en somme la même position
que le préfet Saborin.

L'UTA et le courant UPLG n'ap-
prouvent qu'un seul type d'occupa-
tions, celles qu'ils peuvent encadrer,
contrôler de bout en bout, de façon
à les utiliser sur le plan politique.
Mais ne tolèrent pas que la population,
en particulier les petits agriculteurs,
occupent des terres, en s'organisant
eux-mêmes pour cela. Ils tolèrent les
occupations qui se font sur des petits
bouts de terrain peu propices à l'a-
griculture, mais pour les immenses sur-
faces de bonne terre agricole, ils s'op-
posent eux aussi à ce que les agricul-
teurs les occupent. Et c'est justement
cela que les occupants de Belcito ont
fait. Et ils ont eu raison de cela. Car
s'il faut attendre ce qui va être décidé
dans les officines de la DDA, (Direction
de l'Agriculture), les agriculteurs les
plus pauvres n'auront jamais de terre.
Car ce n'est pas la première fois qu'on
parle de «réforme foncière», et que
celle-ci se perd dans des complications
administratives de toutes sortes. En
fait, la seule manière pour les petits
paysans d'avoir de la bonne terre
agricole, (et non les morceaux cail-
louteux difficiles à travailler ou mal
arrosés) c'est d'occuper les terres de
la SAFER. Mais la leçon à tirer de ce
qui s'est passé à Belcito, c'est qu'il
faudra être la prochaine fois beau-
coup plus nombreux à occuper, et
sur des surfaces beaucoup plus gran-
des. C'est qu'il faudra occuper non
seulement à Ste Rose, mais dans plu-
sieurs communes. C'est pour les petits
paysans la seule perspective qui leur
évitera d'être floués et laissés pour
compte dans cette prétendue réforme
foncière. Mais l'expérience de Belcito
montre aussi qu'ils ne doivent pas
compter sur l'UTA ou tout autre syn-
dicat, mais prévoir eux-mêmes ce qu'ils
doivent faire, et s'organiser mieux la
prochaine fois.

MARTINIQUE

POUR ZOBDA ET DARSIERES, LES TRAVAILLEURS DOIVENT PAYER POUR LA SANTE, CAR L'ETAT A BESOIN D'ARGENT POUR L'ARMEE ET LES BOMBES

Le Centre Hospitalier de Fort-de-
France vient de défrayer la chronique
avec une décision de son directeur
Raoul-Quitman, par ailleurs conseiller
municipal et 1er adjoint au maire du
Martin.

En effet, Zobda vient de décider
que les malades dont le dossier serait
complet ne seraient pas acceptés à
l'hôpital. En effet, la direction du
Centre Hospitalier se plaint de per-
des recettes à cause de ces dossiers
complets pour lesquels il faut entre-
prendre des recherches supplémentai-
res qui allongent les délais de paie-
ment, et même dans certains cas
entraînent le non-paiement des sommes
dûes à l'hôpital par les mairies ou la
Sécurité Sociale.

Bien entendu, les difficultés pour
les hôpitaux de faire rentrer tous les
payés dus par les hospitalisés ont
été de tout temps. Mais c'est main-
tenant que les choses ont pris un tour
aigu.

En effet, avec l'application stricte
des mesures d'austérité, la trésorerie des
établissements hospitaliers connaît de
plus en plus de difficultés. Nous en
avons eu un exemple depuis une année
à l'hôpital de Trinité qui a menacé
de fermer devant l'ampleur du déficit
pris en charge par l'Etat. Et depuis
moment, nous avons montré que
l'Etat n'était que l'arbre qui cachait
la forêt : tous les établissements hos-
pitaliers sont en déficit plus ou moins
grave. Et l'hôpital du Lamentin devrait
peu être à la «une» des journaux
pour la même raison !
Ainsi, devant les difficultés, la di-

rection du Centre hospitalier de Fort-
de-France, en rend responsables les
hospitalisés. En d'autres circonstances,
les responsables du C. H. de Fort-de-
France désignent aussi les travailleurs
hospitaliers comme responsables des
difficultés financières. Et il est à re-
marquer que ce sont deux ténors de
la gauche, Zobda et Darsières, prési-
dents du Conseil d'Administration qui
sont les maîtres d'œuvre d'une telle
opération de propagande, opération
qui se retourne immanquablement contre
les plus pauvres.

Car c'est à ceux-là que s'adresse
la mise en demeure de Zobda. Ce sont
les plus pauvres qui en tout état de
cause auront les plus grandes difficultés
à remplir des dossiers complets, parce
qu'il ne s'agit pas là de mauvaise vo-
lonté mais de quasi-impuissance de la
population en face de la montagne de
paperasserie qu'il faut remplir pour
pouvoir exercer son droit à la santé,
pourtant reconnu par la loi !

Zobda et Darsières savent bien
que la raison des difficultés des hô-
pitaux de Martinique est autre, et
qu'elles ont comme cause principale
la politique gouvernementale d'austé-
rité. Ils ne le disent pas, car ce sont
les amis politiques de ce gouverne-
ment.

Alors ils désignent à la vindicte
publique ceux qu'il est plus facile
d'accuser et de réprimer, les pauvres
et les démunis.

Mais ils se gardent bien d'annoncer
les milliards versés par l'hôpital aux
entreprises privées, pour maintenance
d'appareil par exemple. Et surtout,

malgré toutes leurs difficultés, les
hôpitaux paient rubis sur ongle les
intérêts et le principal des prêts effec-
tués auprès de la Caisse des Dépôts et
Consignation, (organisme bancaire pu-
blic, mais régi par les lois de la banque
internationale) et aussi auprès des
banques privées.

A ceux-là, on ne peut rien faire,
ni dire. Il faut les payer ! Même s'il y
a déficit ! Même si les hospitalisés en
souffrent. Même si les restrictions
touchent fortement les travailleurs de
la Santé.

Au fond, les Zobda et Darsières
dont l'un se dit «communiste» et
l'autre «progressiste» ne sont que
des politiciens bourgeois. Ni l'un
ni l'autre ne peuvent accepter l'idée
que l'Etat prenne en charge les dé-
penses de la Santé (et à fortiori le
déficit du C.H.).

Il n'ont qu'une conception à
court terme : la «rentabilité» ! Pour-
quoi faudrait-il qu'un hôpital soit
«rentable» !

L'armée est-elle rentable ? Pour-
quoi les dépenses de Santé devraient-
elles plus incomber aux particuliers que
les dépenses militaires ? Or, comme
chacun sait, celles-ci sont de loin
infiniment supérieures aux dépenses
de SANTÉ !

Dans cette période de crise, les
travailleurs doivent profiter de chaque
événement et écouter chaque parole
des politiciens de gauche ou de droite.
Car c'est à travers actes et paroles qu'ils
pourront juger de ce que défendent
vraiment ces gens là, et non sur l'éti-
quette qu'ils se donnent.

GADELOUPE

KDIS VILLE : LA VIGILANCE

Nous avons vu débarquer un Mon-
sieur, un beau matin, serviette à la
main ; puis nous l'avons vu pointer
comme un employé, alors qu'il n'avait
été présenté à personne.

En fait, il s'agissait d'un nouveau
surveillant que le patron avait em-
bauché. Ceci alors que plusieurs de nos
collègues de Raizet sont encore sans
travail !

Les délégués sont montés voir le
patron, qui n'a pas voulu les recevoir :
il n'avait pas le temps !

Nous avons vu immédiatement
débranché, et au bout de 2 heures, il a
été bien forcé de discuter avec les délé-
gués, qui lui ont rappelé les engage-
ments au sujet de ceux de Raizet.

Le nouveau surveillant n'est pas
revenu. Bien sûr nous n'avons rien
contre lui qui nous est inconnu, mais
nos collègues licenciés ont la priorité,
et nous voulons voir l'un d'eux occuper
ce poste.

LE REFERENDUM DE GRAND-BOURG

Un référendum sur l'implantation d'une école de pêche du SMA (Service Militaire Adapté) vient d'avoir lieu à Grand Bourg de Marie-Galante.

Décidé et organisé par le maire de Grand Bourg, Jean Girard, ce référendum municipal a eu pour résultat : — oui : 1060 - Non : 23 - Abstentions : 3.053.

Jean Girard avait décidé l'organisation de ce référendum après avoir été mis dans l'embarras au sein de son Conseil Municipal sur la question de l'école de pêche. Une minorité de conseillers s'était opposée au projet, voyant dans l'installation d'une école de pêche sous l'égide de l'armée française une forme « d'occupation militaire de l'île par les forces coloniales ». Girard, quant à lui, était favorable au projet avec une majorité de conseillers et avec un certain nombre de pêcheurs de la commune.

Cependant, en toile de fond, il y a depuis quelque temps un différend politique entre le maire, d'une part, et quelques conseillers indépendantistes soutenus par certains nationalistes peu ou prou liés au « camp patriotique », d'autre part. Ces derniers critiquent Girard sur sa modération à l'égard du mot d'ordre « d'indépendance ». Rappelons que Jean Girard indépendantiste lui-même, fut élu à Grand Bourg sur une liste d'union « Anti-colonialiste », rassemblant contre l'ex-maire Etzol, (décédé depuis) indépendantistes, gaullistes, divers gauche. Lui même, Girard a pris quelques distances à l'égard du « Camp Patriotique » et s'est rapproché pour des raisons électorales du PCG et des « Socialistes ». Il fut notamment élu sur une liste du PCG aux élections régionales. Il est actuellement l'un des vice-présidents du conseil général de gauche.

Girard réaffirme périodiquement avec beaucoup de modération son anti-colonialisme, son nationalisme.

La population de Grand-Bourg, quant à elle, si elle a adopté Girard est toutefois

loin d'en épouser tous les sentiments nationalistes.

C'est donc pour ne se couper ni de la population hostile à l'indépendance pour le moment, ni de ses amis nationalistes que Girard a choisi la voie du référendum municipal pour trancher la question de l'école de pêche militaire.

Disons tout d'abord que, quels que soient les calculs politiques faits derrière ce référendum, le geste de Girard est malgré tout bien plus démocratique que ceux que font bon nombre de maires dans des cas similaires. La plupart d'entre eux se contentent de trancher sur toutes les questions concernant la vie des gens sans les consulter et parfois même sans consulter leur propre conseil municipal.

Il serait par exemple peu probable qu'un Bernier fasse un référendum à St François à propos de l'implantation du camp militaire ou Dagonia sur les problèmes d'eau et d'école au Lamentin.

Ceci dit, on peut quand même se poser la question de savoir pourquoi, même à Grand Bourg, la population n'est-elle pas aussi bien consultée et associée à toutes les autres affaires la concernant telles que le problème de la Sté Air-Guadeloupe et en général sur toutes les questions, celles du transport qui posent problème, ainsi que d'autres telles les communications, l'approvisionnement en eau, en électricité, les problèmes scolaires, la santé, et encore, ne s'agit-il pas uniquement de consulter la population mais de la faire participer à l'élaboration et à la recherche de solutions concernant sa vie quotidienne.

Alors, le recours au vote, au référendum, au débat et explications publiques ne serait plus seulement un moyen de tactique politicienne, mais un moyen de consulter la population en permanence sur tous les problèmes petits et grands et surtout un moyen de l'aider à se prendre en charge pour penser et régler ses propres problèmes.

Si aujourd'hui, le fait de consulter la population d'une commune par référendum peut apparaître comme un fait exceptionnel et comme un geste particulièrement démocratique, c'est bien parce que même ce droit qu'ont les maires, dans les plus respectueuses limites de la légalité bourgeoise, ils ne l'utilisent jamais. Car dans la grande majorité des cas, ils ne consultent jamais la population. Ils préfèrent faire à sa place, ils n'ont jamais le réflexe de lui demander son avis et de la faire participer aux décisions. Leur paternalisme leur tient lieu d'attitude démocratique. Certains maires entretiennent, particulièrement dans nos pays, des rapports quasi féodaux avec leurs administrés.

Cependant si le geste de Girard, comparé à ce qui se pratique habituellement, apparaît comme une mesure démocratique, c'est encore loin de ce que devrait être la véritable démocratie dans une commune, la démocratie ouvrière. Elle consisterait à faire participer réellement tout un chacun aux besoins qui les concernent, en permanence, à faire en sorte que dans les entreprises, les quartiers, les campagnes, les champs, les travailleurs élisent des représentants qui iraient discuter en leur nom au conseil municipal, révocables en permanence, que toutes les catégories humaines, socio-professionnelles, les femmes, les jeunes, les ouvriers, les paysans, soient représentés et participent aux décisions les concernant, qu'ils puissent se former et s'éduquer sur tous les aspects de la vie dans la commune. Elle consisterait aussi, cette démocratie, à pouvoir révoquer en permanence le Maire et le conseil municipal si ceux-ci ne menaient plus une politique conforme aux intérêts des travailleurs.

Mais seuls des gens qui seraient bien plus soucieux des intérêts propres de la population que de leurs intérêts personnels pourraient proposer et mener une

telle politique. Leur but serait alors d'utiliser la commune pour éduquer les masses populaires, pour qu'ils fassent l'apprentissage de la direction par eux-mêmes de leurs propres affaires. Car pour leurs luttes de demain et quel qu'en soit le niveau, les travailleurs et les pauvres en général doivent se préparer à l'exercice du pouvoir.

ANTILLES-AUTOMOBILES : RIEN DE RASSURANT POUR LES TRAVAILLEURS

A en croire le préfet Saborin, à en croire certains journalistes de la presse d'Etat aussi, les menaces de licenciements touchant plus de 140 travailleurs d'Antilles-Automobiles sont désormais dissipées.

En fait, la situation est loin d'être réglée. Et il faut toute la ruse de Sioux ou de défenseur zélé de l'ordre des capitalistes et des riches, pour prétendre que ces risques sont désormais écartés.

Le préfet Saborin a remis à la presse un télex paru dans le France - Antilles du 10/6/85 qui a, au moins, le mérite d'être clair sur la situation.

D'une part la marque Renault continuera de faire des affaires en Guadeloupe. Elle sera représentée par un concessionnaire que la Régie se préoccupe de trouver.

De l'autre, et concernant le personnel « le préfet, commissaire de la République, a demandé à la Régie qu'elle RECOMMANDE au futur concessionnaire une priorité de recrutement POUR LES ANCIENS SALAIRES D'ANTILLES AUTOMOBILES EN FONCTION DES BESOINS ET DES QUALIFICATIONS QUE CE DERNIER DETERMINERA. Pour sa part le préfet commissaire de la République engagera des démarches en ce sens auprès du futur concessionnaire dès qu'il sera connu... ».

Par ailleurs, le préfet annonce la mise en place d'un « plan social comportant des départs en retraite, pré-retraite et un plan de formation pour une partie du personnel »...

Voilà le premier résultat de « l'étroite liaison » que le préfet se plaît à mettre en avant dans sa déclaration, entre les élus, le syndicat, le comité d'entreprise d'Antilles Automobiles et lui-même.

Notons l'absence de toute allusion à des mesures permettant de faire payer les responsables de la situation à Antilles - Automobiles, Audebert, Vivès et Cie.

Loin d'écarter les menaces de licenciements sur une grande partie du personnel, ce plan présente probablement aux yeux de ceux qui l'ont mis sur pied, l'avantage de créer des illusions parmi les travailleurs et surtout d'éviter qu'ils se mobilisent.

Ce type de plan n'a rien de nouveau ! Voilà des mois qu'en France, le gouvernement de gauche sert aux travailleurs licenciés pour raison économique (comprendons, pour que les capitalistes continuent à s'enrichir malgré leur crise), des plans sociaux de reclassement, de contrat-formation bidon, congés - licenciements et autres formules présentées de façon très alléchante.

Dans les faits, les choses sont tout autres. Les travailleurs perdent souvent ce qu'ils ont durement acquis. Ou bien, et c'est le cas le plus fréquent, après quelques mois de formation plus ou moins bidon, ils vont grossir les rangs des chômeurs et autres nouveaux pauvres.

Alors, les travailleurs d'Antilles-Automobiles auraient bien tort de s'en laisser conter par le préfet Saborin et tous ceux qui ne cherchent qu'à « calmer les choses » et non pas à permettre aux travailleurs et aux pauvres de gagner.

BRESIL

Le Président SARNEY annonce une réforme agraire en rassurant les grands propriétaires

Le nouveau président du Brésil, José Sarney a annoncé lundi 27 mai l'amorce prochaine d'une réforme agraire.

Dans un pays comme le Brésil où la grande majorité des terres, et les plus fertiles, appartiennent à une infime minorité de grands propriétaires fonciers, les Latifundiers, qui pratiquent la monoculture destinée à l'exportation, principalement le café, l'amorce d'une réforme agraire pourrait sembler une décision d'une grande importance.

Environ 75 % de la surface cultivable est occupée par 25 % des exploitations, alors qu'une multitude de petits paysans exploitent 10 % des terres, et ceci dans des conditions de productivité très basses.

L'année dernière, une sécheresse survenue dans le Nordeste, la partie plus déshéritée du Brésil, avait chassé de leurs terres des millions de petits paysans menacés de mourir de faim. Les fortes pluies qui ont suivi la sécheresse n'ont rien arrangé : le Nordeste fut alors ravagé par des inondations.

Les terres occupées par la petite paysannerie sont donc les plus pauvres, les zones presque désertiques, et aucun équipement n'existe qui pourrait éviter à ces populations rurales d'être victimes de la sécheresse ou des inondations.

La pratique de la location des terres appartenant aux riches propriétaires a aussi pour effet de concentrer entre les mains de ces derniers la plus grande partie du produit de l'agriculture. Et dans les grandes exploitations, le changement technologique, utilisation de machines, d'engrais..., n'entraînent aucune amélioration réelle de la situation du paysan. La petite paysannerie n'y a pas accès, et c'est une source de chômage pour les travailleurs agricoles. Petits paysans chassés de leurs terres par la misère, travailleurs agricoles réduits au chômage, viennent alors grossir la population des bidonvilles qui en-

tourent les grandes villes du Brésil.

Avec une telle situation, toute véritable réforme agraire devrait toucher à la grande propriété, et c'est ce qui pour le pouvoir rend cette question si « délicate ». La réforme agraire a été de multiples fois annoncée et remise, chaque fois qu'il s'est agi de calmer des poussées de colères de la population pauvre.

De 1950 à 1960, l'introduction de la technologie dans l'agriculture brésilienne a permis une forte augmentation de la productivité, qui n'a profité qu'aux grands propriétaires. Mais cela a aussi entraîné une réaction de la part de la petite paysannerie : les luttes pour la possession de la terre se sont amplifiées.

En 1958 est apparue la première ligue paysanne, dirigée par Francisco Juliao. Ce mouvement s'est rapidement élargi à une grande partie du Brésil : le Nordeste, et le sud, le Minas Gérais, un riche état aux mains des grands propriétaires. Les ligues paysannes voulaient imposer une radicale réforme agraire. Elles prirent une assez grande importance, et firent aux propriétaires une grande peur.

On comprend alors l'agitation provoquée par la réforme promise par Sarney. Pourtant celui-ci a bien pris soin de préciser qu'il ne comptait pas s'attaquer aux grands propriétaires : « Il ne s'agit pas d'attaquer la propriété, mais de la démocratiser » a-t-il déclaré. Les objectifs de la réforme sont limités : en 15 ans, 480 millions d'hectares de terres devraient être attribués à 7 millions de petits paysans. Cela peut sembler beaucoup, mais le Brésil est un immense Etat de 8,5 millions de km², avec de nombreuses terres incultes.

Mais surtout les choses iront lentement : 100.000 personnes bénéficieront de la réforme agraire avant juillet 86. D'ici 10 ans selon le gouver-

nement 1.400.000 paysans devraient en avoir bénéficié.

La réforme agraire proposée par Sarney prévoit le rachat de terres appartenant aux grands propriétaires, qui seront indemnisés sur 20 ans, avec correction monétaire et intérêts. Ces dispositions figuraient déjà dans la loi sur la terre de 1964, du temps de la dictature militaire. Il n'y a donc rien de bien nouveau, sauf que cela pourrait être appliqué. Les terres visées par ce rachat sont surtout des terres incultes des régions les plus sauvages du Brésil : le Mato-Grosso et l'Amazonie orientale. Les grands propriétaires n'ont donc pas de quoi s'inquiéter, d'autant plus que le nouveau gouvernement les a déjà informés sur les raisons pour lesquelles il a ressorti cette vieille idée de la réforme agraire : « Il s'agit d'éviter que le pays ne se transforme dans les dix ans qui viennent, en un immense champ de bataille », a déclaré Nelson Ribeiro, ministre de la réforme et du développement agraire.

Il s'agit donc de calmer la colère des paysans pauvres, de leur jeter un peu de poudre aux yeux, pour éviter si possible qu'ils ne se mettent à menacer la grande propriété et à occuper les terres.

Toute réforme de ce type émanant d'un pouvoir au service de la bourgeoisie, comme au Brésil, ou même d'un pouvoir qui cherche à ménager les riches tout en s'appuyant sur les pauvres, ne peut être qu'illusoire ou partielle.

Mais avec la misère qui existe au Brésil, dans les campagnes comme dans les villes, avec la crise économique qui réduit la quasi-totalité des travailleurs à la misère, les tours de passe-passe de la « Nouvelle démocratie » risquent fort d'être inopérants. La colère monte dans les villes comme à la campagne, cela les nouveaux dirigeants en sont bien conscients, et elle pourrait bien éclater.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER

S/C Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97156 POINTE-A-PITRE CEDEX

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à

COMBAT OUVRIER

M. DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire

51728